Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

154-155 | 2018

Violences et terreurs

Le Nicaragua sous la terreur du couple Ortega-Murillo

Nicaragua Under the Terror of the Ortega-Murillo Couple

Delphine Lacombe

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/jda/7422>

DOI : 10.4000/jda.7422

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 15 novembre 2018

Pagination : 307-323

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Delphine Lacombe, « Le Nicaragua sous la terreur du couple Ortega-Murillo », *Journal des anthropologues* [En ligne], 154-155 | 2018, mis en ligne le 15 novembre 2020, consulté le 08 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/jda/7422> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/jda.7422>

LE NICARAGUA SOUS LA TERREUR DU COUPLE ORTEGA-MURILLO

Delphine LACOMBE*

Le 18 avril dernier, le Nicaragua a basculé dans l'une des crises politiques et sociales les plus tragiques de son histoire contemporaine. À la suite d'un décret présidentiel réformant l'Institut de sécurité sociale pour diminuer les allocations des retraités tout en élevant les cotisations, une vague de contestation a gagné l'ensemble du pays. Celle-ci, devenue une insurrection civique demandant la démission présidentielle et des élections anticipées, fut réprimée avec la plus grande cruauté. Ces agents de répression furent la police et des groupes armés présentés comme des « policiers volontaires », en réalité composés de délinquants, de gens acquis au régime « *las turbas*¹ », ainsi que d'ex-policiers et d'ex-militaires. Des personnes de tous profils sociaux, dont une minorité munie au mieux d'armes artisanales, composaient face à eux la force contestataire. Depuis ces événements, Daniel Ortega,

* URMIS (Unité de recherches migrations et – Université Paris 7 – Case 7027 – 75205 Paris Cedex 13

Courriel : delphine.lacombe@cnrs.fr

Cet article a été rédigé et édité avant que les manifestations ne soient prohibées à la fin du mois de septembre, et avant l'acte de répression du 14 octobre 2018, lors duquel des membres de « l'Union azul y blanco », dont plusieurs féministes, ont été arbitrairement arrêtés.

¹ On appelle ainsi au Nicaragua les gangs destinés à violenter les opposants lors des manifestations.

chef d'Etat depuis 2007², et son épouse Rosario Murillo, élue vice-présidente à ses côtés en 2011, continuent de semer la terreur à l'encontre de ceux qui souhaitent leur départ.

Comme l'indique l'équipe rédactionnelle de la revue *Envío* en introduction de son numéro de mai : « Même si personne ne pouvait prédire l'éclatement de cette crise, ses motifs sont innombrables » (*Equipo Envío*, 2018). En effet, depuis le retour au pouvoir en 2007 de D. Ortega, de nombreux acteurs nicaraguayens et d'observateurs, à l'instar d'*Envío*, partageaient le constat de l'édification progressive d'un régime politique autoritaire, kleptocrate, népotique et violent.

Aujourd'hui, à l'heure où les organismes de défense des droits humains dressent un bilan de 481 morts, 3 962 blessés, 1 215 détentions arbitraires³, comment comprendre le déclenchement de ces événements ? Que sont ces « innombrables » facteurs annonciateurs de la crise qui évoquaient le retour d'une dictature ? Que dire du fait qu'ils sont restés dans l'ombre de l'actualité internationale durant plus de dix ans, quand le Nicaragua figurait pourtant, aux yeux des nostalgiques de la révolution sandiniste et du Front sandiniste de libération nationale (1979-1990), comme l'un des lieux mémoriels majeurs des aspirations émancipatrices du XX^e siècle ?

Facteurs déclencheurs de la crise et escalade répressive

Le 18 avril 2018, est diffusé sur les réseaux sociaux le visage ensanglanté d'Ana Quirós, militante sexagénaire féministe notoire, directrice d'une ONG nicaraguayenne spécialiste de la santé depuis les années du sandinisme. Blessée à la tête, elle vient de subir les assauts des groupes de choc para-policiers, cagoulés et armés de

² Ex-commandant de la révolution sandiniste qui provoqua le départ du dictateur Anastasio Somoza Debayle, Daniel Ortega fut chef d'État de fait entre 1979 et 1983, puis élu entre 1984 et 1990. Il fut membre de la direction nationale du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) au cours de toutes ces années. Il continua de diriger le FSLN après 1990.

³ Selon le dernier rapport de l'Association nicaraguayenne pour les droits humains (ANPDH), à partir de données collectées entre le 19 avril 2018 et le 2 septembre 2018.

barres de fer, ainsi que ceux des membres de la jeunesse sandiniste, reconnaissables à leur tee-shirt où est inscrit « Unis dans la victoire, Daniel et Rosario ». Sa main droite est fracturée. Les images de la bastonnade dont sont victimes d'autres manifestants contre la réforme de la sécurité sociale imposée par l'Exécutif, ainsi que des journalistes, sont capturées par de nombreuses personnes sur leurs smartphones. Elles sont relayées des milliers de fois sur Facebook et Twitter. La colère qui s'empare alors d'une grande partie de la population nicaraguayenne, tant au sujet de la réforme des retraites, que devant les violences subies par les protestataires, s'ajoute à une série d'indignations exprimées quelques jours plus tôt. C'est d'abord l'absence de réaction des autorités face au gigantesque incendie forestier de la réserve naturelle « Indio Maíz ». On suspecte celles-ci d'une négligence volontaire afin de laisser libre court à toutes sortes de déprédation foncière. Des dizaines de gens, souvent très jeunes, se mobilisent dans les rues de Managua. C'est aussi, peu de jours avant cela, la menace proférée par la vice-présidente de contrôler les réseaux sociaux, dont elle juge les contenus attentatoires à la conduite des affaires politiques du pays.

La concentration sur un laps de temps très court de ces trois événements suscite une contestation sans précédent de la présidence autoproclamée « solidaire chrétienne révolutionnaire » et « de réconciliation », instaurée dix ans auparavant. Alors que beaucoup la croyaient apathique et dépolitisée, la jeunesse des principaux centres urbains se mobilise massivement. La réforme des retraites est vécue comme une véritable injustice, après des années de détournement de fonds publics d'un Institut de sécurité sociale en banqueroute. Les pillages des deniers publics comme des ressources naturelles, sont dénoncés comme le fait d'un même saccage symbolique et matériel, et l'interdiction de tout espace de liberté d'expression, de rue ou virtuel, comme un insupportable excès de contrôle.

Les 18 et 19 avril, plusieurs groupes d'étudiants bloquent des avenues de la capitale, en y dressant des barricades. Celles et ceux issus des universités publiques telle l'université nationale autonome du Nicaragua (UNAN), occupent les bâtiments de l'université

polytechnique, de l'université nationale d'ingénierie, de l'université agraire. Dans le même temps, des centaines de jeunes insurgés pacifiques, en solidarité avec les étudiants, trouvent refuge dans la cathédrale de Managua pour se protéger des groupes armés sandinistes qui les poursuivent dans les rues. Les heures et les jours qui suivent sont le théâtre d'une escalade inédite de la violence d'État. La police tire à balles réelles sur les étudiants retranchés dans les bâtiments universitaires. Le journaliste Angel Eduardo Gahona est tué alors qu'il couvre en direct des affrontements dans la ville de Bluefields. Plusieurs dizaines de morts, des disparus, des blessés, et des arrestations arbitraires sont dénoncés par le Centre nicaraguayen des droits humains. Si les balles sont d'abord à destination des étudiants, la répression contre les Nicaraguayens aura ensuite deux objectifs. Défaire les barrages routiers et les barricades partout où ils ont été dressés par les insurgés. En réaction, des actes ponctuels de lynchage et d'humiliation interviennent contre des « sandinistes orteguistes ». Des policiers sont tués. Simultanément, par la violence létale, le pouvoir veut dissuader la population d'exprimer sa contestation dans les rues. Mais la volonté de neutralisation des insurgés devient totale lorsqu'à l'issue de la manifestation géante à l'appel des « mères d'avril », le 30 mai, les policiers ouvrent le feu sur les participants. Les rapports des organismes de défense des droits humains dénombrent ce jour-là 15 personnes tuées et 199 blessées à Managua, Masaya et Estelí. La période succédant à ces événements est le théâtre d'une confrontation fort inégalitaire entre les personnes qui bloquent les axes routiers et les hommes de main d'Ortega et Murillo, jusqu'à ce que ces derniers finissent par mater les contestataires peu avant le 19 juillet, à Masaya, première ville s'étant déclarée « territoire libre de la dictature ». Depuis lors, une loi a été votée au parlement pour criminaliser les protestations contre le régime. Les arrestations *manu militari*, les emprisonnements et la torture, les procès iniques, constituent une nouvelle stratégie de maintien au pouvoir du couple présidentiel, dont les soutiens, visibles sous la bannière du FSLN, s'amenuisent

considérablement. Le couple apparaît à présent isolé au plan international⁴.

Une convergence d'opposants et un vain « dialogue national »

L'escalade répressive est sans nul doute la réaction au caractère durable et massif de la contestation. Mais elle est aussi le fait, au cours de ces derniers mois, de la rupture radicale avec Ortega de deux secteurs de la société, les étudiants et l'Église catholique, ainsi que d'une distanciation du patronat vis-à-vis du pouvoir.

Ce sont d'abord les étudiants, dont une majorité entre en rébellion vis-à-vis du syndicat inféodé au sandinisme, l'Union nationale des étudiants nicaraguayens (UNEN). À rebours, la dénonciation des étudiants, réunis sous la bannière de la « Coalition universitaire du 19 avril » contre la répression gouvernementale soutenue par l'UNEN, révèle au grand jour que ce syndicat a d'autant plus accru son contrôle sur les universités publiques, que le FSLN lui en a particulièrement donné les moyens après son retour au pouvoir. Chantages à l'obtention de bourses et à l'exonération des frais d'inscription contre loyauté au FSLN, regard sur les recrutements et les licenciements d'enseignants ainsi que sur le contenu de leurs cours, rétributions fort élevées pour les cadres du syndicat : l'UNEN, seul syndicat étudiant au Nicaragua, né durant la révolution sandiniste et dont les revendications ont toujours été soutenues par le FSLN⁵, était en somme devenu l'organe de contrôle de ce parti au sein de toute la communauté universitaire publique. En sortant de son giron, c'est la figure même de l'étudiant qui rompt avec le FSLN, alors qu'elle lui était intrinsèquement associée depuis la révolution sandiniste.

⁴ L'Organisation des États américains a condamné la violence d'État au Nicaragua à l'occasion de plusieurs réunions de ses États membres.

⁵ La revendication majeure consiste à demander l'attribution réelle des 6% du budget national aux universités publiques, une disposition constitutionnelle.

C'est ensuite l'Église catholique. Ennemie du sandinisme durant les années 1980 après avoir contribué à la chute du dictateur Somoza, et officiellement opposée à la ré-ascension au pouvoir du FSLN en 1996, une alliance progressive s'est pourtant nouée au cours des années 2000 entre Daniel Ortega et le cardinal Obando y Bravo. Ce dernier a marié publiquement Ortega et Murillo en 2005 ce qui a valu acte de réconciliation et de bénédiction politique pour le commandant révolutionnaire. En échange de quoi le cardinal a pu garantir la protection de celui que l'on considère être son « fils adoptif », Roberto Rivas, président du Conseil suprême électoral. Ce dernier, superviseur des scrutins électoraux (et de toutes leurs irrégularités) sera par la suite l'un des meilleurs alliés d'Ortega pour son maintien au pouvoir. Le couple s'est prononcé pour la pénalisation totale de l'avortement, principal cheval de bataille législatif du Vatican en Amérique latine après la guerre froide. Le FSLN, organisation qui prônait autrefois « l'émancipation de la femme », a ainsi voté l'une des lois les plus restrictives au monde sur l'interruption de grossesse. Obando y Bravo a ensuite été nommé, par Ortega, président de la Commission « de la paix et de la réconciliation », un statut équivalent à celui de ministre. Cette alliance a divisé l'Église, entre le cardinal et quelques-uns de ses proches d'un côté et, de l'autre, une majorité des membres de la conférence épiscopale de plus en plus critique du pouvoir.

Lorsque fin avril 2018, des groupes de jeunes gens utilisent la cathédrale de Managua pour y stocker des vivres à destination des étudiants, l'évêque auxiliaire de Managua leur adresse des déclarations faisant office de rupture radicale avec la présidence de la république. « Votre cause est juste, l'Église vous soutient. Vous êtes la réserve morale de ce pays » indique-t-il alors.

Ce sont enfin les représentants du patronat réunis dans le Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP). Ces derniers ont joui durant une décennie d'un régime économique de faveur concocté par le FSLN : des exonérations fiscales multiples et des conditions de négociations leur ont été favorables, pourvu qu'ils ferment les yeux sur les pratiques anti-démocratiques et d'accaparement des

ressources par l'élite du parti réunie autour d'Ortega. Ils participaient en ce sens au « modèle corporatiste » de négociations à huis clos avec les représentants syndicaux – majoritairement acquis au sandinisme ortéguaiste, et avec les institutions étatiques. Reste que moins d'une semaine après les premières levées de barricades, le COSEP a invité d'abord les Nicaraguayens à manifester contre la répression, puis les a appelés à la grève générale. Les choix d'un rapprochement progressif du patronat avec des contestataires de plus longue date a contribué à donner plus de poids politique encore aux insurgés.

Ainsi ces trois grands secteurs sociaux ont convergé, et ont rejoint plusieurs autres regroupements citoyens déjà en opposition avec Ortega, se recoupant parfois : le mouvement des paysans expropriés ou risquant de l'être en raison du projet de construction d'un nouveau canal interocéanique en territoire nicaraguayen ; un mouvement assez hétérogène pour le rétablissement des libertés publiques et des institutions démocratiques ; des mouvements écologistes notamment contre l'extraction minière ; des mouvements féministes ; des groupements *ad hoc* tels que « #ocupaINSS » contre la corruption au sein de l'Institut de sécurité sociale.

Au mois de mai, l'Église catholique – bien plus qu'une variable d'ajustement politique, mais bel et bien une autorité morale – propose d'être la garante d'un dialogue national pour que le pays sorte pacifiquement de la crise, appelant tous ces acteurs à se réunir autour de la table. Les opposants sont représentés par l'Alliance civique pour la justice et la démocratie. Événement tout à fait marquant, un étudiant en journalisme de la coalition universitaire, Lesther Alemán, bouleverse le protocole en prenant la parole, avant même qu'elle ne soit octroyée au président de la République. Murillo et Ortega sont littéralement tancés par le jeune homme qui les avertit : ce dialogue national n'a d'autre visée que de négocier leur départ. Un accord semble se dessiner autour de plusieurs exigences exprimées par l'alliance civique : la fin de la répression, l'assainissement des institutions phagocytées par le FSLN telles que la Cour suprême de justice et le Conseil suprême électoral, la tenue

d'élections anticipées en 2019. Mais, les milices ortéguistes n'ayant nullement été désarmées, et la violence d'État ayant été prolongée malgré la présence sur le territoire de plusieurs institutions internationales de défense des droits humains⁶, les conditions du « dialogue national » n'ont plus été réunies. Un échec patent, même si les prises de parole des représentants de l'alliance civique ont revêtu un caractère inédit, car jusque-là le commandant de la révolution Ortega avait toujours évité les interviews et les débats publics contradictoires.

Des années de manœuvres anti-démocratiques jusqu'à l'édification d'un pouvoir dictatorial

La situation de terreur l'emporte aujourd'hui sur tout essai d'apaisement car une loi contre le terrorisme votée à la va-vite permet depuis juillet 2018 d'arrêter certains opposants et de les inculper. Ils sont le plus souvent soumis à la torture. Or ce blocage politique et cette violence ne sont pas contingents à la crise. Ils sont le fait d'une progressive édification d'un État dictatorial par Daniel Ortega, rappelant par certains aspects les traits du régime des Somoza (1936-1979). La comparaison est à la fois déroutante et parlante. D'abord déroutante, car Ortega le sandiniste a contribué en 1979 à chasser du Nicaragua le dernier des dictateurs de la famille Somoza, Anastasio Somoza Debayle (1967-1979), en s'engageant dans le FSLN pour mener une insurrection armée, inspirée du castroïsme. Ortega, aux yeux de beaucoup d'opposants, serait ainsi paradoxalement devenu une copie de son ennemi. La comparaison est aussi parlante, car une fois réélu en 2006, seize ans après la fin de la révolution sandiniste, Ortega a donné tous les signes de vouloir

⁶ La Commission interaméricaine des droits des humains (CIDH), de l'Organisation des états américains a envoyé des émissaires. Ces derniers ont publié un rapport : CIDH. *Graves violaciones a los derechos humanos en el marco de las protestas sociales en Nicaragua*, 21 juin 2018. <http://www.oas.org/es/cidh/informes/pdfs/Nicaragua2018-es.pdf> (consulté le 15/09/18).

exercer une nouvelle emprise sur la société nicaraguayenne, en réamorçant en sa faveur un « jeu des concurrents pour le pouvoir » dont la famille Somoza avait aussi eu la maîtrise pour asseoir sa domination. Initié dès après l'indépendance, théorisé et analysé par Charles W. Anderson (Anderson, 1962 ; Bataillon, 2005) ce mode de régulation politique vise moins à éliminer d'emblée l'adversaire par le recours à la violence, qu'à l'inclure dans des rapports de force afin de négocier, de pactiser ensuite entre élites politico-économiques, et d'entretenir des relations de clientèle. Ainsi Daniel Ortega, l'homme qui certes, accepta en 1990 l'alternance démocratique en cédant pacifiquement le pouvoir, a particulièrement contribué à remettre au goût du jour ce mode de fonctionnement élitaire aux côtés d'Arnoldo Alemán (président entre 1996 et 2001). Les pactes successifs que le premier député et le second chef d'État ont noué ensemble dès 1999, ont porté sur des enjeux économiques mais aussi institutionnels et légaux, où il s'agissait d'asseoir l'hégémonie de deux partis adversaires sur lesquels chacun régnait en maître : le Parti libéral constitutionnel (PLC) dirigé par Alemán, et le FSLN dirigé par Ortega. Lancé en tant que moyen de protection pour assurer une impunité réciproque au moment où le premier était accusé de corruption, et le second de viols perpétrés sur sa fille adoptive, le pacte a imposé en l'an 2000 un bipartisme FSLN/PLC dans les principales institutions du pays. De successives réformes électorales et constitutionnelles ont permis d'imposer ce bipartisme au Parlement, mais aussi à la Cour suprême de justice, et au Conseil suprême électoral. Paradoxalement, la position de *challenger* pour Ortega face au PLC, l'a mis en situation de pouvoir diviser ses rivaux, et de sortir gagnant du rapport de force qu'il avait lui-même contribué à ériger en système. Ainsi, lorsqu'Alemán a été lâché par une partie des membres du PLC lors de sa mise en examen pour détournements de fonds publics, Ortega et le FSLN, pourtant minoritaire sur l'échiquier politique, se sont retrouvés en situation de majorité relative, et surtout en situation de pouvoir avoir la main sur toute négociation. L'un des accords clés entre les rivaux, fut de modifier une nouvelle fois la loi électorale, afin de permettre une

victoire dès le premier tour de l'élection présidentielle en abaissant le seuil des suffrages exprimés, et permettre au candidat en tête de l'emporter sans majorité absolue⁷. C'est ce qui a permis à Ortega d'être élu dès le premier tour en 2006 avec 38% des voix, face à une droite divisée. Une fois président, Ortega a utilisé la Cour suprême pour être légalement candidat à sa propre succession en 2011. Ce « continuismo » était jusque-là prohibé. En 2008, le Conseil suprême électoral fit interdire la participation du Mouvement de rénovation sandiniste⁸ aux élections municipales, ces dernières donnant lieu à une fraude massive. Trois ans plus tard, le FSLN remporta les élections législatives, après la préparation, opaque et clientéliste, d'un scrutin parsemé d'irrégularités. Le parti obtint les deux tiers des sièges à la chambre, soit la majorité absolue pour voter une réforme constitutionnelle autorisant désormais la réélection présidentielle indéfiniment. Le dernier acte de phagocytage des institutions est intervenu finalement à la veille des élections législatives de 2016 : la Cour suprême, où siège une majorité de magistrats sandinistes, décida d'interdire qu'une coalition d'opposants fût représentée par un parti, le Parti libéral indépendant, susceptible de concourir aux scrutins à venir. Les députés de ce parti ou en alliance avec lui n'admettant pas qu'on leur impose un nouveau chef de groupe (en accointance avec le FSLN) à l'Assemblée, ont été purement et simplement démis de leur mandat. Cette manœuvre qui sapa le pluralisme revint à remettre tous les pouvoirs aux mains des sandinistes, avec à leur tête un chef mettant manifestement en place un autoritarisme dynastique, puisqu'en 2016, il nomma candidate à la vice-présidence de la république son épouse Rosario Murillo.

⁷ À la condition qu'il obtienne au moins 35% des suffrages exprimés et un avantage d'au moins cinq points vis-à-vis du candidat arrivé en deuxième position.

⁸ Un parti dissident du FSLN créé en 1995.

Business, clientélismes et violences

Cette nomination est en réalité le prolongement d'un népotisme de type économique lancé des années plus tôt. Celui-ci explique l'enrichissement de la famille Ortega, et même son maintien au pouvoir en complément des arrangements constitutionnels décrits plus haut. En effet, les enfants du couple dirigent des entreprises – y compris des médias – achetées grâce à une partie détournée des pétrodollars générés par la coopération avec le Venezuela bolivarien (dès 2007)⁹. L'autre partie a été investie dans des programmes sociaux de divers types – non sans traits clientélistes – tels des aides pour l'autosuffisance agricole familiale, la distribution de toits en zinc, des programmes de crédits, une facilitation de l'accès à la santé pour les plus pauvres, la gratuité totale des écoles publiques, entre autres. Cela a contribué à faire reculer la pauvreté, même si le Nicaragua reste dans le bas du tableau de classement pour son indice de développement humain (133/197). Dans le même temps, ces programmes ont permis à la présidence de consolider ses bases politiques voire de les accroître, et même de les structurer puisque l'organisation à l'échelle locale de la réception des programmes passe par les membres des « Conseils du pouvoir citoyen », pouvoirs communautaires calqués sur le modèle bolivarien, coordonnés en dernière instance par Murillo.

Business, clientélisme et croissance économique dans le cadre du modèle « corporatiste » accordé avec le patronat ont ainsi fonctionné conjointement. L'État a même été en bons termes avec le FMI, tout en respectant les termes du traité de libre commerce avec les États-Unis (Central American Free Trade Agreement, CAFTA). Ce relatif bon voisinage durant les mandatures de 2007-2011 et 2012-2016 a fait écho à celui entretenu avec d'autres tenants de l'impérialisme, en l'occurrence avec un entrepreneur chinois en télécommunications, Wang Jing, patron du Hong Kong Canal

⁹ Le Nicaragua importe du pétrole vénézuélien à moindre prix, afin que l'État centraméricain puisse réinvestir les bénéfices dans des programmes sociaux.

Development Group (HKND). En 2013, le magnat a obtenu de Daniel Ortega une loi concédant à cette entreprise les droits de construction d'un canal interocéanique pendant une durée de cent ans. Nul doute que cette décision a contribué à fédérer tout un ensemble d'opposants estimant que l'on tournait là définitivement le dos au sandinisme. Augusto César Sandino, considéré l'inspirateur de la révolution, s'était insurgé un siècle plus tôt¹⁰ contre un traité du même type entre les États-Unis et le Nicaragua.

La lutte contre la construction du canal a remis sur le devant de la scène un secteur paysan exproprié, ou menacé de l'être, en vue de cette hypothétique construction. Sa leader, Francisca Ramírez, figure médiatique de ce combat alliant résistance écologiste et anti-impérialiste a catalysé la contestation politique.

Proches de cette lutte, d'autres victimes de la déprédation des terres et des ressources ont eu plus de difficultés à faire entendre leur voix, en raison de la violence qui a accompagné ces phénomènes. Les projets de concessions à des sociétés minières ont confirmé l'inscription du FSLN dans la stratégie économique extractiviste de la plupart des partis de « gauche » au pouvoir en Amérique latine. Par ailleurs, l'usurpation de terres agricoles et de mines d'or artisanales par des colons métis, dans les régions centrales et atlantiques du pays, a entraîné l'activisme de communautés autochtones et non-autochtones, jusqu'à ce que les rapports de force impliquent l'emploi des armes et provoquent le déplacement de plusieurs milliers de personnes. Le bilan s'élève aujourd'hui à des dizaines de morts, en majorité des autochtones tués par des colons. Le constat qui prévaut, devant ces phénomènes liés à une corruption généralisée, est celui d'une tendance au laisser-faire de la part de l'administration centrale, qui a su aussi tirer le meilleur bénéfice des spoliations et des trafics fonciers (Bataillon, 2016).

¹⁰ Il s'agit du traité signé en 1914 entre le secrétaire d'État états-unien William Jennings Bryan et le ministre nicaraguayen, Emiliano Chamorro, concédant aux États-Unis le droit exclusif et inaliénable de construire un canal interocéanique doublant celui de Panama.

Tous les acteurs ayant fait jonction à partir de la fin du mois d'avril ont d'une certaine manière exprimé une réponse à tous ces « saccages », institutionnels, sociaux et territoriaux- environnementaux, dans un contexte où la progressive édification dictatoriale commençait à voir sa stabilité économique vaciller. Car avec la crise du Venezuela, ce sont aussi les ressources de la coopération bolivarienne qui se sont considérablement amoindries. Par ailleurs, le projet de construction du canal reste compromis, car l'entrepreneur HKND a perdu une grande partie de son capital à la suite d'une crise boursière. Depuis la crise et la répression, plusieurs enquêtes d'opinion montrent combien le couple Ortega-Murillo, qui ne cesse d'employer la vieille rhétorique du « coup d'État » perpétré contre lui par des « groupuscules insignifiants », « des chiens enragés », « financés par l'Empire (États-unien) », a sombré dans l'impopularité¹¹. Le pourrissement de la situation actuelle est tout aussi inquiétant qu'une projection à plus long terme, où après le départ inévitable d'Ortega et Murillo, il s'agira d'imaginer une nouvelle pacification du pays par le désarmement des délinquants légitimés par le gouvernement actuel et une refonte de l'appareil policier et judiciaire. Une anticipation encore prématurée tant la situation est pour l'heure bloquée.

Réprobations internationales tardives et perspectives critiques

De manière significative, à l'échelle internationale, de plus en plus de personnes se revendiquant des mouvements progressistes se rallient à l'opposition civique face à Ortega. En dehors de quelques exceptions, nombre de ceux qui ont pu se satisfaire, avec ou sans enthousiasme, du retour au pouvoir du FSLN en 2006, ont fini par dénoncer la dictature et la répression. Si l'on trouve encore dans cette même mouvance des personnes défendant le modèle bolivarien

¹¹ Selon un sondage de CID-Gallup du mois de mai 2018, près de 70% des personnes interrogées souhaitent le départ du couple Ortega-Murillo. Cf *Envío*, septembre 2018, n°438. <http://www.envio.org.ni/articulo/5527> (consulté le 14/09/18).

ou préférant s'abstenir de commenter ses dérives tyranniques actuelles¹², ces positionnements sont de plus en plus difficiles à tenir, tant le président Nicolás Maduro affiche aujourd'hui son soutien à son homologue nicaraguayen. Plus encore, les déclarations conclusives du Forum de Sao Paulo du 17 juillet 2018, et les réactions qu'elles ont suscitées en Amérique latine, dessinent une ligne de partage encore plus claire entre des expressions partisans solidaires de la violence d'État au Nicaragua, violence supposément défensive face au « coup d'État fomenté par les États-Unis »¹³, et les voix de partis qui condamnent sans ambages la répression ordonnée par Ortega tout en affirmant qu'un chef d'État « doit savoir quitter le pouvoir »¹⁴.

L'on peut se pencher sur deux dimensions de ces dernières évolutions. La première a trait à la faiblesse de la réaction internationale devant les premières dénonciations documentant, au Nicaragua, les violations de la liberté d'expression, de manifestation et d'association, dès 2008, au moment de la fraude électorale qu'organisa le FSLN à l'occasion des élections municipales. De fait, il n'y eut guère d'indignation généralisée face à l'évidence de l'éviction du parti rénovateur sandiniste de la concurrence électorale, ou devant les perquisitions arbitraires des locaux du Mouvement autonome des femmes (une organisation féministe) et du Centre d'investigation sur la communication (un média indépendant issu de la dissidence sandiniste), assorties de menaces et d'appels au lynchage de leurs responsables dans les prises de parole

¹² Le Parti *Podemos* a par exemple condamné la répression au Nicaragua dans un communiqué écrit en date du 25 mai.

¹³ Le forum de Sao Paulo, fondé par le Parti des travailleurs au Brésil, réunit annuellement, depuis 1990, les partis latino-américains classés à gauche. Le 17 juillet 2018, les déclarations conclusives du forum ont exprimé un soutien marqué à l'ex président Lula, aux présidents Maduro et Ortega, « contre l'offensive réactionnaire, conservatrice, et néolibérale des élites du monde ».

¹⁴ À l'instar de l'ex-guérillero et ex-président uruguayen José Mujica qui parmi les premiers tint ce type de propos.

de la présidence. Le recours aux « *turbas* » peu après ces événements n'ont guère donné lieu à plus de réprobation. Aux yeux de beaucoup, les programmes sociaux lancés par la présidence paraissaient devoir faire écran à ces faits. Or dès les premiers instants de la nouvelle mandature du FSLN, et même, comme nous l'avons montré plus haut, depuis toutes les manœuvres anti-démocratiques de son chef, l'exercice du pouvoir attestait d'un projet visant à saper les bases constitutionnelles accordées en 1995 à la suite des conflits armés centraméricains, sur lesquelles on avait tenté de structurer les conditions de respect de la séparation des pouvoirs, de la division sociale et du pluralisme.

La seconde dimension correspond aux discours explicatifs de la transformation du FSLN en une organisation ayant recours à la violence répressive. Cette transformation aurait progressivement dévoyé les principes et les utopies libératrices de la révolution sandiniste, à la manière d'un dévoiement des idéaux d'antan, jusqu'à ce que le régime d'Ortega devienne assimilable au régime des Somoza. Il est certain que nombre de ceux qui voulaient réformer le FSLN au bénéfice d'un projet politique plus démocratique ont quitté progressivement ses rangs, contraints de laisser la place à une élite structurée autour d'Ortega.

Toutefois, l'interprétation selon laquelle Ortega a pris les traits de l'ennemi Somoza requiert un temps de réflexion. Il apparaît que le commandant de la révolution est devenu dictateur en raison de sa volonté de se maintenir coûte que coûte au pouvoir. La pratique de la corruption entre rivaux, la mainmise sur les trois pouvoirs, la kleptocratie dynastique, et à présent la répression et le sadisme, sont des traits qui caractérisent la dictature somoziste et le gouvernement d'aujourd'hui. Mais toute la question est de savoir comment le chef d'État actuel a repris à son compte ces pratiques politiques, après avoir été un révolutionnaire.

Cela suppose que l'on réinscrive aussi les années 1980 dans la continuité guerrière de l'histoire du pays, sans céder à la mythification du sandinisme d'État. Car ce régime fut structuré autour du FSLN, parti-État et lieu d'une confusion des pouvoirs. En

proclamant incarner le peuple tout entier, il exerça une violence d'État contre ceux qui prétendaient se situer en altérité vis-à-vis de lui. Certes, les traits de la violence d'aujourd'hui relèvent de l'inédit. Mais c'est dans la continuité chronologique de l'histoire nicaraguayenne qu'on la comprendra sans doute avec le plus de justesse, et que l'on saisira le mieux son rôle tout au long de la trajectoire politique de Daniel Ortega.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ANDERSON Ch. W., 1962. "Central American Political Parties: A Functional Approach", *The Western Political Quarterly*, 15(1): 125-139.

BATAILLON G., 2005. « De Sandino aux contras : formes et pratiques de la guerre au Nicaragua », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 60(3) : 653-688.

BATAILLON G., 2016. « Spoliations de terres au Nicaragua », *Esprit*, juin.

EQUIPO ENVIO, 2018. « Abril 2018, la insurrección de la conciencia », mai, n° 434.

EQUIPO ENVIO, 2018 « Tiempos de incertidumbres, tiempos de esperanzas », septembre, n°438.

CIDH, 2018. *Graves violaciones a los derechos humanos en el marco de las protestas sociales en Nicaragua*, 21 juin.

Résumé

Le 18 avril dernier, le Nicaragua a basculé dans l'une des crises politiques et sociales les plus tragiques de son histoire contemporaine. À la suite d'un décret présidentiel réformant l'Institut de sécurité sociale pour diminuer les allocations des retraités tout en élevant les cotisations, une vague de contestation a gagné l'ensemble du pays. Celle-ci, devenue une insurrection civique demandant la démission présidentielle et des élections anticipées,

fut réprimée avec la plus grande violence. L'article revient en synthèse sur les facteurs annonciateurs et les raisons de cette crise politique. Il interroge finalement la réaction tardive de l'opinion publique internationale face à l'édification progressive d'un pouvoir dictatorial au Nicaragua, lancée dès 2007.

Mots-clefs : Nicaragua, sandinisme, Daniel Ortega, répression, dictature, somozisme, révolution, Rosario Murillo, Front sandiniste de libération nationale, *turbas*.

Summary

Nicaragua Under the Terror of the Ortega-Murillo Couple

On April 18th, Nicaragua plunged into one of the most tragic political and social crises of its contemporary history. Following a presidential decree reforming the Social Security Institute that reduced pension benefits while raising contributions, a wave of protest spread across the country. This wave became a civic insurrection demanding the president's resignation and early elections and it was repressed with the utmost violence. This article summarizes the predictors and reasons for this political crisis. It finally questions the delayed reaction of international public opinion toward the progressive building of dictatorial power in Nicaragua, begun as early as 2007.

Key-words: Nicaragua, Sandinism, Daniel Ortega, Repression, dictatorship Somoism, revolution, Rosario Murillo, Sandinista National Liberation Front, *las turbas*.

* * *